



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-60 - Séance du 16 mai 2019

ACTES

1. Commande publique

1.1 Marchés publics

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	21	22

Vote	
Pour	21
Contre	
Abstention	1

L'an 2019, le 16 mai à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 10 mai 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 mai 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, FOUREL Sylvain, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour SOULIER Alain.

Absents : SIMAR Morgan, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

Secrétaire de séance : Christophe KASZUBA

N° DLM 2019-60 – PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL RELATIF A LA RESILIATION ANTICIPEE DU MARCHÉ N°01/MOE/12 – MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LES INFRASTRUCTURES DU PARC GERARD BRUYERE

Madame Marie-Thérèse AMALVY, Conseillère municipale déléguée à l'insertion et aux affaires sociales rapporte que le marché de maîtrise d'œuvre n°01/MOE/12 relatif à la réalisation des infrastructures du parc Gérard Bruyère a été conclu le 14 juin 2012 par la Ville avec le Groupement d'entreprises BRL Ingénierie – Agences Paysages.

Ce contrat dont l'exécution a été en grande partie réalisée, a subi plusieurs modifications qui ont eu pour effet d'en modifier l'économie générale. Celles-ci ont jusqu'ici pu être contractualisées mais le retard de l'opération, généré par certains contentieux, a rendu la poursuite de son exécution plus contrainte.

L'annulation partielle de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2012, en tant qu'il autorisait la Ville à entreprendre les travaux, a rendu nécessaire la déclaration sans suite de deux lots d'une consultation dont le groupement assurait la maîtrise d'œuvre (lots n°1 « Terrassement, Génie Civil, étanchéité et drainage » et n°2 « Ouvrages de traitement de l'eau »). Cette décision a été prise par délibération du conseil municipal du 2 mai 2017.

Cette annulation a eu pour effet de retarder la poursuite des travaux. Cette période a permis de finaliser le tracé du parcours de téleskinautique en partenariat avec la Fédération Française de Ski Nautique et de Wakeboard, et également d'approfondi les solutions de traitement de l'eau.

Elle a en ce sens notifié au groupement, un ordre de service en date du 16 mai 2018 lui demandant de prendre en considération ses demandes. En réponse, celui-ci a émis une réclamation financière le 28 mai 2018, revendiquant la rémunération des prestations supplémentaires que constituaient ces dernières.

Compte tenu de l'impact financier engendré par ces modifications de programme sur le marché de maîtrise d'œuvre, combiné aux deux avenants et au marché complémentaire déjà conclu avec le groupement, les conditions posées par les articles 20 et 35 du Codes des marchés publics ne permettaient plus de justifier la passation d'un nouvel avenant, imposant alors à la Ville de lancer une consultation pour l'attribution d'un nouveau marché de maîtrise d'œuvre.

La procédure de passation de ce nouveau marché a été relancée et se trouve sur le point d'être achevée, de sorte que la Ville va devoir résilier le marché de maîtrise d'œuvre conclu avec la Société BRL Ingénierie, pour motif d'intérêt général (n°01/MOE/12).

La Ville et la Société entendent donc par ce protocole mettre un terme au différend qui les oppose, relatif, d'une part, à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché, d'autre part, aux prestations supplémentaires réalisées en raison des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage et ayant fait l'objet de la réclamation financière du 28 mai 2018.

Le protocole qu'il est envisagé de signer, qui a été joint à la note de synthèse, permettra donc de rémunérer les prestations supplémentaires relatives à la mission ACT du marché à résilier (01/MOE/12), soit 47 135 € HT et également de résilier celui-ci, une fois que les marchés de travaux lots n°1 et n°2 précédemment évoqués, auront été notifiés. Cette résiliation fera l'objet d'une indemnité contractuellement prévue et qui s'élèvera à un montant de 7 176,59 € HT.

Les stipulations de cet accord seront exécutées à titre transactionnel et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et en particulier de l'article 2052 dudit code.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de conclusion de ce protocole et ses conditions ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses qu'il génère sur le budget de la commune ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

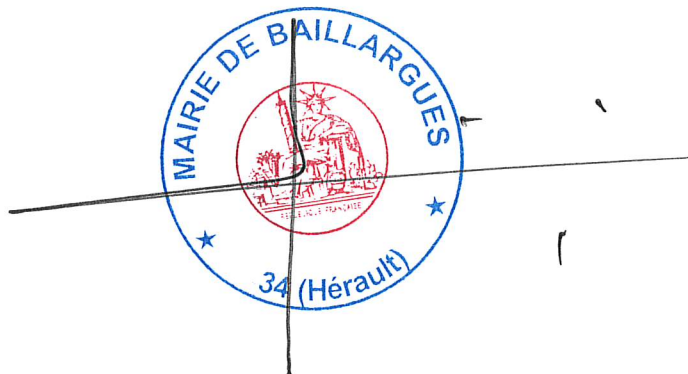
Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY et après en avoir délibéré avec UNE abstention de Monsieur Sylvain FOUREL,

- **APPROUVE** le principe de conclusion de ce protocole et ses conditions ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à le signer ;
- **AUTORISE** l'imputation des dépenses qu'il génère sur le budget de la commune ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 17 mai 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 27/05/2019

Reçu en préfecture le 27/05/2019

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20190517-DLM2019_60-DE

